

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Extrait des délibérations de la séance du 7 mars 2024

Sous la présidence de M. Stéphane Troussel, la Commission Permanente s'est assemblée au lieu ordinaire de ses séances.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Troussel, M. Bouamrane, M. Bedreddine, M. Blanchet, Mme Thibault, M. Duprey, Mme Laroche, Mme Denis, M. Sadi, Mme Filhol, M. Taïbi, Mme Saïd-Anzum, Mme Girardet, M. Molossi, M. Dallier, Mme Lecroq, M. Cranoly, Mme Maroun, M. Martin P-Y, Mme Pietri, M. Bluteau, Mme Paul, M. Monany, Mme Choulet, M. Martin S., Mme Ségura, Mme Lagarde

ÉTAIENT EXCUSÉS :

M. Guiraud donnant pouvoir à M. Troussel
Mme Labbé donnant pouvoir à M. Sadi
M. Constant donnant pouvoir à M. Molossi
Mme Dellac donnant pouvoir à M. Bedreddine
M. Monot donnant pouvoir à M. Duprey
M. Chabani donnant pouvoir à Mme Lagarde

ÉTAIENT ABSENTS :

Mme Azoug, Mme Youssouf



Délibération n° 11-04 du 7 mars 2024

PROTOCOLE D'ACCORD RELATIF À LA RÉFECTION ET LA GESTION DU ROND-POINT DE L'ÉCHANGEUR AVEC L'A 104 SITUÉ SUR LA RD 40 À VILLEPINTE À INTERVENIR ENTRE LA DIRECTION DES ROUTES D'ÎLE-DE-FRANCE ET LE DÉPARTEMENT

La commission permanente du conseil départemental,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la voirie routière,

Vu la délibération du Conseil départemental n° 2021-VII-24 du 1^{er} juillet 2021 lui donnant délégation,

Sur le rapport du président du Conseil départemental,

après en avoir délibéré,

- APPROUVE le protocole d'accord relatif à la réfection et la gestion du rond-point de l'échangeur avec l'A 104 à Villepinte à conclure avec la Direction des Routes d'Île-de-France, dont le projet est ci-annexé ;





- CHARGE M. le Président du Conseil départemental de signer, au nom et pour le compte du Département, ledit protocole d'accord.

Pour le président du Conseil départemental
et par délégation,

Adopté à l'unanimité : ✓	Adopté à la majorité :	Voix contre : 0	Abstentions : 0
Date d'affichage du présent acte, le		Date de notification du présent acte, le	Certifie que le présent acte est devenu exécutoire le

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.